Extrait du Union des Forces de Progrès
http://fr.ufpweb.org/spip.php?article3445

Détresse des éleveurs dans les Hodhs et dans l'Assaba face à l'insouciance du pouvoir.

- Actualités - Economie -

Date de mise en ligne : mercredi 29 février 2012

Union des Forces de Progrès

La pluviométrie déficiente de cette année en Mauritanie a occasionné une sécheresse d'une gravité exceptionnelle, et les experts des organismes nationaux, internationaux et des ONG sont unanimes pour estimer que pas moins de 700 mille à 900 mille personnes sur environ une population de 3 millions habitants, que compte le pays, sont en danger imminents, soit environ 24% à 30% de la population.

Plus grave encore, la quasi-totalité des populations mauritaniennes vivent, en grande partie, de produits de l'élevage ou en tirent leurs revenus, l'assèchement des points d'eau et de l'inexistence de pâturages auront comme effet principal à court terme la raréfaction de bétails sur tout le territoire national et un dame social inestimable au jour d'aujourd'hui. Cette dragedie qui pointe à l'horizon ne semble pas émouvoir outre mesure le pouvoir de Ould Abdel Aziz. D'ores et déjà, l'hécatombe du cheptel a commencé dans les Hodhs et dans l'Assaba sous les yeux impuissants des pauvres éleveurs et dans l'indifférence totale des pouvoirs publics.

Comme dit-on, un malheur ne vient jamais tout seul, habituellement dans les périodes de soudure, nos éleveurs traversaient nos frontières pour rejoindre les pâturages des pays voisins et frères, le Sénégal et plus particulièrement le Mali, avec une année de sécheresse comme celle que nous vivons aujourd'hui, la survie de nos troupeaux dépend plus que jamais de ces pâturages. Or, il se trouve que nous traversons une période spécialement trouble, la sous-région s'enflamme et le pouvoir de Ould Abdel Aziz, par sa politique aventurière, mine et détériore nos rapports avec ces pays voisins et en même temps la situation politique et socio-économique dans l'intérieur du pays est très peu enviable. C'est dire que nous vivons un moment grave où le chaos sous-régional est fortement à craindre.

Ce ne sont certainement pas les aides promises et qui n'arrivent toujours pas, du pouvoir, qui pourraient sauver le cheptel mauritanien. Quand bien même le pouvoir affrétait des centaines de milliers de camions - une hypothèse peu vraisemblable - pour acheminer des vivres pour ces animaux en proie à la famine avec ses corollaires de maladies, comment serait-il possible, dans l'élevage en Mauritanie, en particulier dans les Hodhs ou dans l'Assaba où souvent une ou deux personnes possède ou possèdent 300 ou plus de têtes de bêtes, peut-il ou peuvent-ils les nourrir faute de main-d'oeuvre adéquate ? Ces aides quelle que soit leur quantité ou leur importance ne seront pas adaptées à la situation des nos éleveurs. Elles pourront être utilisés au mieux juste un appoint. Les éleveurs, eux ne s'y sont pas trompés lorsqu'ils ont demandé au pouvoir de donner plutôt ces aides promises sous forme de subventions aux autorités maliennes. Pour eux, ce qu'ils veulent et ce qu'ils demandent c'est qu'on leur facilite tout simplement leur déplacement vers les pâturages au Mali et au Sénégal.

Pour éviter à notre pays une catastrophe qu' il aura du mal à se remettre pendant de longues années, il est urgent qu'Ould Abdel Aziz et son gouvernement comprennent qu'il y a péril en la demeure et qu'ils doivent revenir à la raison, en jouant le rôle qui est le nôtre dans la sous-région et que notre histoire, nos intérêts et notre religion nous dictent et nous enseignent , il s'agit du rôle de l'apaisement, du bon voisinage et du respect des autres.

Aujourd'hui l'opinion publique malienne est plus que convaincue que les autorités mauritaniennes soutiennent la rébellion au Mali et c'est inquiétant, car un tel ressenti est de nature à créer un climat d'hostilité à l'égard de Mauritaniens vivant au Mali, donc d'une l'éventualité de dégradation des relations entre les deux pays et qui pourrait entrainer la fermeture des frontières. Il est donc urgent et même très urgent, c'est de la responsabilité du gouvernement mauritanien, de jouer à l'apaisement, en prenant des initiatives appropriées qui pourront rassurer de part et d'autre de la frontière.

A moins que tout cela - de la déclaration de Ould Abdel Aziz à celle de son ministre des affaires étrangères en passant par tout ce qui se dit et s'écrit dans la presse des deux pays - ne soit et ne prouve qu'un état d'esprit, une certaine façon - inappropriée - de se faire plaire et de se faire remarquer par les Occidentaux comme étant le plus déterminé et le plus intransigeant vis-à-vis de l'Aqmi, et ainsi pouvoir continuer à bénéficier de leur soutien aléatoire. Rappelons au passage que Ben Ali et Moubarack ont toujours bénéficié du soutien et même de la complicité des

Copyright © Union des Forces de Progrès

Occidentaux, mais on connait la suite.

Si tel est le calcul burlesque qui se cache dernière ces déclarations provocatrices, alors c'est en tout cas contraire à l'intérêt du peuple mauritanien, contraire à sa culture et pourrait même avoir comme finalité, celle de la déflagration de la sous-région.

Qu'Allah protège la Mauritanie et toute la sous-région.

Maréga Baba/France.

La pluviométrie déficiente de cette année en Mauritanie a occasionné une sécheresse d'une gravité exceptionnelle, et les experts des organismes nationaux, internationaux et des ONG sont unanimes pour estimer que pas moins de 700 mille à 900 mille personnes sur environ une population de 3 millions habitants, que compte le pays, sont en danger imminents, soit environ 24% à 30% de la population.

Plus grave encore, la quasi-totalité des populations mauritaniennes vivent, en grande partie, de produits de l'élevage ou en tirent leurs revenus, l'assèchement des points d'eau et de l'inexistence de pâturages auront comme effet principal à court terme la raréfaction de bétails sur tout le territoire national et un dame social inestimable au jour d'aujourd'hui. Cette dragedie qui pointe à l'horizon ne semble pas émouvoir outre mesure le pouvoir de Ould Abdel Aziz. D'ores et déjà, l'hécatombe du cheptel a commencé dans les Hodhs et dans l'Assaba sous les yeux impuissants des pauvres éleveurs et dans l'indifférence totale des pouvoirs publics.

Comme dit-on, un malheur ne vient jamais tout seul, habituellement dans les périodes de soudure, nos éleveurs traversaient nos frontières pour rejoindre les pâturages des pays voisins et frères, le Sénégal et plus particulièrement le Mali, avec une année de sécheresse comme celle que nous vivons aujourd'hui, la survie de nos troupeaux dépend plus que jamais de ces pâturages. Or, il se trouve que nous traversons une période spécialement trouble, la sous-région s'enflamme et le pouvoir de Ould Abdel Aziz, par sa politique aventurière, mine et détériore nos rapports avec ces pays voisins et en même temps la situation politique et socio-économique dans l'intérieur du pays est très peu enviable. C'est dire que nous vivons un moment grave où le chaos sous-régional est fortement à craindre.

Ce ne sont certainement pas les aides promises et qui n'arrivent toujours pas, du pouvoir, qui pourraient sauver le cheptel mauritanien. Quand bien même le pouvoir affrétait des centaines de milliers de camions - une hypothèse peu vraisemblable - pour acheminer des vivres pour ces animaux en proie à la famine avec ses corollaires de maladies, comment serait-il possible, dans l'élevage en Mauritanie, en particulier dans les Hodhs ou dans l'Assaba où souvent une ou deux personnes possède ou possèdent 300 ou plus de têtes de bêtes, peut-il ou peuvent-ils les nourrir faute de main-d'oeuvre adéquate ? Ces aides quelle que soit leur quantité ou leur importance ne seront pas adaptées à la situation des nos éleveurs. Elles pourront être utilisés au mieux juste un appoint. Les éleveurs, eux ne s'y sont pas trompés lorsqu'ils ont demandé au pouvoir de donner plutôt ces aides promises sous forme de subventions aux autorités maliennes. Pour eux, ce qu'ils veulent et ce qu'ils demandent c'est qu'on leur facilite tout simplement leur déplacement vers les pâturages au Mali et au Sénégal.

Pour éviter à notre pays une catastrophe qu' il aura du mal à se remettre pendant de longues années, il est urgent qu'Ould Abdel Aziz et son gouvernement comprennent qu'il y a péril en la demeure et qu'ils doivent revenir à la raison, en jouant le rôle qui est le nôtre dans la sous-région et que notre histoire, nos intérêts et notre religion nous dictent et nous enseignent , il s'agit du rôle de l'apaisement, du bon voisinage et du respect des autres.

Aujourd'hui l'opinion publique malienne est plus que convaincue que les autorités mauritaniennes soutiennent la rébellion au Mali et c'est inquiétant, car un tel ressenti est de nature à créer un climat d'hostilité à l'égard de

Copyright © Union des Forces de Progrès

Mauritaniens vivant au Mali, donc d'une l'éventualité de dégradation des relations entre les deux pays et qui pourrait entrainer la fermeture des frontières. Il est donc urgent et même très urgent, c'est de la responsabilité du gouvernement mauritanien, de jouer à l'apaisement, en prenant des initiatives appropriées qui pourront rassurer de part et d'autre de la frontière.

A moins que tout cela - de la déclaration de Ould Abdel Aziz à celle de son ministre des affaires étrangères en passant par tout ce qui se dit et s'écrit dans la presse des deux pays - ne soit et ne prouve qu'un état d'esprit, une certaine façon - inappropriée - de se faire plaire et de se faire remarquer par les Occidentaux comme étant le plus déterminé et le plus intransigeant vis-à-vis de l'Aqmi, et ainsi pouvoir continuer à bénéficier de leur soutien aléatoire. Rappelons au passage que Ben Ali et Moubarack ont toujours bénéficié du soutien et même de la complicité des Occidentaux, mais on connait la suite.

Si tel est le calcul burlesque qui se cache dernière ces déclarations provocatrices, alors c'est en tout cas contraire à l'intérêt du peuple mauritanien, contraire à sa culture et pourrait même avoir comme finalité, celle de la déflagration de la sous-région.

Qu'Allah protège la Mauritanie et toute la sous-région.

Maréga Baba/France.

Copyright © Union des Forces de Progrès